

Book reviews – Comptes rendus – Buchbesprechungen

Georges MINK, Laure NEUMAYER (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, La Découverte, coll. «Recherches», Paris, 2007, 268 p. – ISBN 978-2-7071-5197-1 – 30,00 €.

Cet ouvrage tente, en multipliant les angles d'approche originaux, de mettre à jour les «gisements mémoriels» autres que nationaux, ainsi que les politiques publiques et de réconciliation au niveau européen. Il est le résultat de trois colloques internationaux organisés entre 2003 et 2006, et rassemblant des chercheurs de différents horizons.

Le livre part d'un principe simple et direct (Georges Mink): il faut cesser de penser que l'Europe n'est que l'anti-nazisme. Dans cette optique, l'histoire est trop souvent considérée comme gênante: la construction européenne elle-même est tournée vers le présent et le futur, et axée sur le droit. L'Est nous donne cette chance de réfléchir sur notre passé (comme le dit Maria Janion: «Oui à l'Europe, mais nous y rentrerons avec nos morts»). Ce passé bouillonne, et réclame, pour être appréhendé de la manière la plus juste, des comités d'historiens ainsi que des confrontations dans les arènes internationales, et peut-être des musées. Il s'agit d'éviter un consensus mou dans lequel personne ne se reconnaîtrait, axé sur le «réconciliationnisme» entre les peuples. L'historicisation devient nécessaire, à condition de respecter les règles scientifiques de base. Or, une nouvelle génération s'impose, surtout à l'Est, elle-même désireuse de s'expliquer avec un passé qu'elle connaît mal et qu'elle orchestre en fonction des polémiques du présent, multipliant les risques de décontextualisation. Il s'agit ni plus ni moins d'une mémoire réactive dans laquelle s'engouffrent certains historiens militants. Dans ce cadre, l'Est surexploite le thème de la «trahison de Yalta», où «l'histoire [est] une sorte d'addition» agitée sous le nez de Bruxelles. Il est temps de réfléchir sereinement à ces problèmes que n'arrêtent pas les frontières, et qui agitent pourtant nos mémoires nationales.

La gestion mémorielle est soumise aux variations de l'actualité et aux failles de l'histoire. C'est ce que nous rappelle Benjamin Stora à propos du débat franco-algérien, qui ouvre les études de cas. Ce dernier souligne une résurgence actuelle des polémiques («présence positive» dans l'outre-mer, monument à l'OAS, image des harkis). Ce ne sont pas des nouveautés: la mémoire de la guerre d'indépendance sert toujours de rente aux deux pays. Quelle image donner de ce passé? L'auteur s'attarde sur un documentaire passé sur la chaîne française M6, le 16 mai 2006, «Quand l'Algérie était française», dans lequel il perçoit une forme de nostalgie qui n'a rien à voir avec l'histoire. Il estime même que la colorisation des archives, utilisée dans ce reportage, s'apparente à une déformation, rendant compte d'un «bonheur pied-noir» qui n'est qu'un aspect de la vérité. D'après Stora, cette tentative peut être rapprochée de ces manuels scolaires algériens qui montrent la colonisation sous le seul angle de la répression, avec des tendances unanimistes qui montrent bien l'orchestration de la mémoire et de l'histoire.

Le souvenir de la Shoah dans un pays comme l'Espagne relève d'une autre utilisation polémique du passé (Danielle Rozenberg). L'auteur rappelle les relations douteuses de Franco avec les pays de l'Axe, mais aussi le nombre de Juifs qui ont été sauvés pendant la guerre (20 à 35.000). Le pays a été mis au ban des nations après 1945, mais fut peu à peu accepté «par la petite porte» dès les années 1950. Qu'en est-il du passé que tous les Occidentaux se reconnaissent, lié au souvenir du nazisme et du génocide? La mémoire officielle, en Espagne, a longtemps ignoré ces deux points. Il y a cependant eu depuis des gestes forts (reconnaissance d'Israël, du judaïsme, loi condamnant les propos antisémites), avec la présence au plus haut niveau d'anciens déportés espagnols (Semprun), dont le but est de célébrer une souffrance dépassant les frontières, même si c'est de manière parfois maladroit: la mémoire de la Shoah est ainsi réactivée par les débats autour des victimes de la guerre civile, dans un pays où on la connaît mal. On voit en tout cas les autorités, les manuels scolaires s'intéresser au sujet, à tel point que l'Espagne a adopté le jour officiel de la mémoire de l'Holocauste (27 janvier). Par conséquent, cette mémoire traumatique sera aussi celle des Espagnols. Sera-t-elle pour autant un brevet d'européanité?

L'Espagne reste au centre de la contribution suivante (Odette Martinez-Maler), concernant la rupture du «pacte de silence» à propos de la guerre civile. La phase de réconciliation nationale, qui a suivi la fin du franquisme, a représenté une chape de béton sur la mémoire, si bien que le *pronunciamiento* n'a été condamné qu'en 2002. Pour cette raison, les vaincus de la dictature, qui n'ont pas eu réparation, se sont longtemps sentis floués. Depuis, des efforts ont été faits pour se rappeler, venant essentiellement de la société civile (caravanes de la mémoire, exhumations), dans le but de contrer la mémoire franquiste. L'auteur dénonce cependant une autre mise en scène du passé, qui aboutit à un «nivellement consensuel [et] exclusivement compassionnel»: on ne traite les vaincus que comme des victimes, en oubliant le sens de leur combat.

Le problème du consensus national est à nouveau traité dans l'article d'Hervé Rayner, concernant cette fois-ci la période 1943-1945 en Italie (de l'armistice à la Libération), encore un «passé qui ne passe pas». Dans ce pays, on a oublié la dimension «guerre civile» de cette courte période pour ne plus retenir que le «mouvement de libération nationale» aboutissant à une démocratie consensuelle. On met ainsi de côté l'assise sociale du fascisme pour ne plus voir que la Résistance et mettre en place un récit fédérateur antifasciste. Ce résistancialisme, connu par ailleurs, a été dénoncé par l'historien Renzo de Felice, puis plus tard par Claudio Pavone. Le contexte politique pousse à la remise en cause du passé, surtout après la victoire en 1994 de Forza Italia avec la Ligue du Nord et le MSI, tous partis étrangers à «l'arc constitutionnel», et qui désirent inaugurer une lecture révisionniste de l'histoire officielle. Ainsi, la thèse de la «mort de la patrie», le 8 septembre 1943 (annonce de l'armistice par Badoglio), reprise par de Felice, s'oppose à la thèse du «deuxième Risorgimento». De fait, certains se servent de cet argument, duquel ils extrapolent l'anormalité de l'Etat et de la nation italiens, pour pousser dans le sens de la sécession (Ligue du Nord).

Le cas allemand, relatif au problème spécifique des expulsions, est traité en détail dans les interventions suivantes. Le travail sur les manuels scolaires par des comités d'historiens allemands et français (Corine Defrance et Ulrich Pfeil) souffre d'un certain angélisme, et tout d'abord de curieuses expressions définissant le travail de ces comités: s'agit-il vraiment de «nettoyer», de «décontaminer», d'«extirper» des pans du passé proche (d'autant plus que les auteurs nous apprennent que de nombreux Länder allemands ont renoncé à inclure dans leurs programmes l'histoire du temps présent)? L'article a cependant pour mérite de rappeler les travaux préparatoires menés notamment par les rencontres de Spire entre 1948 et 1950, afin de «concevoir un nouvel espace commun», et ceux de l'Institut d'histoire européenne de Mayence, qui permit d'ancrer l'historiographie allemande à celle de l'Occident. Toute une série de recommandations ont depuis été faites à propos du contenu des manuels scolaires, dont le plus célèbre vient à peine de sortir, souhaitant enseigner une histoire commune aux élèves français et allemands.

Anne Bazin évoque les commissions d'historiens à l'œuvre plus à l'Est, en prenant les exemples des expériences germano-polonaise et germano-tchéco-slovaque. Dès le début des années 1990, il y a bien sûr dans leur origine une perspective explicite de réconciliation, avec des résultats probants: en 1996, la commission germano-tchéco-slovaque fait ainsi connaître le nombre de victimes allemandes de l'expulsion (25 à 30.000), chiffre qui depuis lors a été accepté par tous (sauf par ceux qui recherchent la polémique). Le problème de l'expulsion des Allemands à la fin du conflit nécessite ainsi une appropriation collective, surtout concernant le passé de la Seconde Guerre mondiale, terrain naturel de la mémoire européenne.

Autre pierre d'achoppement du passé, les décrets Beneš sont étudiés par Muriel Blaive. Ceux-ci datent de 1945 et concernent l'expropriation des Sudètes, à peu près 3 millions d'anciens citoyens expulsés de chez eux. Certains veulent aujourd'hui réviser le passé en abrogeant ces textes (*Sudetendeutsche Landsmannschaft*). Le contexte récent, avec les excuses officielles faites par Vaclav Havel et la position de candidate de la République tchèque, a pu favoriser cette tendance, rappelant l'ambiguïté de ces décrets, et de leur but: à l'origine, ces derniers sont le fruit d'une radicalisation, faite au nom d'une démocratie qui, les ayant cautionnés, justifie l'emploi de la force et du déni de justice qui se retourneront contre elle.

Ce passé traumatique européen est ainsi un moyen d'éviter une introspection nationale précieuse. L'étude du projet de «Centre contre les expulsions» par Dorota Dakowska permet de juger de son utilisation polémique dans un cadre européen. Il s'agit à l'origine d'une offensive mémorielle de certains Allemands (Union des expulsés) contre un pays candidat, la Pologne, et qui a su jouer de l'air ambiant, notamment avec le thème du «nettoyage ethnique» en ex-Yougoslavie, pour porter les réclamations «des 15 millions» d'expulsés allemands de la guerre au nom de la défense de valeurs universelles. Il s'agit de tout un travail qui fait passer les Allemands pour des victimes, à l'heure où l'on s'interroge sur des Polonais tous

résistants et «innocents». Cette polémique alimente un discours politique de plus en plus tendu entre Allemagne et Pologne (déclarations fracassantes de Lech Kaczyński, aveux de Günter Grass sur sa jeunesse).

Les quatre contributions qui suivent portent sur l'Europe centrale et orientale.

Les relations Pologne-Ukraine sont traitées par Andrzej Paczowski. Celles-ci sont empoisonnées par de vieilles querelles historiques, auxquelles s'ajoutent des considérations sociales et religieuses. Une séparation presque totale entre les deux peuples semble avoir été faite avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et son lot d'horreurs et de réorganisations massives à grande échelle. Par la suite, un voile de silence a été dressé à l'époque communiste. Entre 1997 et 2001, des séries de conférences entre historiens des deux pays furent organisées, dont les résultats ne sont pas probants, mais qui ont le mérite d'ouvrir un dialogue. Un travail sur le massacre de Jedwabne (Paweł Machcewicz) suit cette contribution. Jusqu'ici, le peuple polonais était présenté comme victime de la guerre. L'ouvrage de Jan Tomasz Gross intitulé *Les Voisins* (2000) relance la question: il décrit le massacre de 1600 Juifs dans le village de Jedwabne par des Polonais en juillet 1941, pogrome à propos duquel des sources sérieuses ont été rassemblées. Le livre remet en question la place de la Pologne comme «Christ des nations»; il a été suivi d'une enquête officielle qui conclut à admettre que les auteurs directs étaient des Polonais. Le pays fait tout de même face à son passé, ce qui a attisé la querelle historique à l'échelle nationale, avec les réactions véhémentes de la Ligue des familles polonaises.

Pascal Bonnard et Markus Meckl se penchent sur la Lettonie. On s'interroge aujourd'hui sur la participation supposée de ressortissants du pays aux crimes nazis. Il est vrai que beaucoup de Juifs ont été massacrés sur ce sol (exemple de Rumbula, décembre 1941), mais ce passé a été soigneusement mis de côté: il y a des restes de la mémoire soviétique, pour laquelle la mémoire de la Shoah n'a pas de spécificité, mais également un refus d'introspection nationale. Le résultat aujourd'hui est qu'avec le dégel, les Lettons parlent de deux génocides simultanés: un juif et un national. Ainsi, le 16 mars 1998 est consacré aux légionnaires lettons tombés au combat, alors que ces derniers ont pris part à de nombreuses actions génocidaires. Ceci n'a pas manqué d'inquiéter l'UE, appelant à un gros effort éducatif. Certes, la journée a depuis été laissée de côté; mais, parallèlement, les autorités lettones insistent pour que soient reconnus à l'échelle européenne les crimes soviétiques, ce qui renvoie au débat plus général de la mémoire des deux totalitarismes en Europe et à la comparaison de leurs horreurs supposées égales.

Cécile Jouhanneau s'intéresse à la gestion du passé en Bosnie-Herzégovine, sous tutelle internationale depuis les accords de Dayton. Cette dernière a pour volonté de susciter un «vouloir-vivre ensemble», que l'auteur étudie à partir des politiques de la mémoire instituées dans la ville de Brcko, ville de coexistence multiethnique auparavant. Une commission est ainsi chargée de changer le nom des rues. Contrairement aux espérances, il n'y a pas vraiment eu de débat au sein de celle-ci, mais une répartition de noms pas vraiment neutres, en référence à l'ethnicité suivant les quartiers (utilisation de l'alphabet cyrillique ou latin en

première ligne). On assiste aux débuts d'une mémoire «daytonienne», totalement artificielle, mais pas de la guerre elle-même. Dans l'ensemble, c'est la volonté de silence qui continue à primer.

L'ouvrage se termine par une série d'études des politiques publiques mémorielles en Europe.

Laure Neumayer s'intéresse au rôle que les institutions européennes jouent en Europe centrale, où les conflits de mémoire ne manquent pas: «loi du statut» en Hongrie en 2001, décrets Beneš entre la République tchèque et l'Allemagne, etc. Dans tous ces cas, c'est surtout le registre juridique qui est mis en avant, plutôt que la dimension historique. Les institutions européennes appellent au dialogue, se servent de l'acquis communautaire (exemple de la non-discrimination pour les Hongrois) et de la conditionnalité pour favoriser le compromis, si ce n'est la réconciliation. Ainsi, le «bon voisinage» devient un critère de cette «politique d'apaisement», avec un effet qu'il reste à juger sur un plus long terme.

Gilles Bertrand étudie le conflit chypriote et ses conséquences. Dans ce pays «partagé», 37% du territoire est occupé par les Turcs. Pourtant, toute l'île est officiellement membre de l'UE, mais la zone turque ne reçoit pas d'aide, et le turc n'est pas langue officielle. Une réconciliation est-elle possible, permettant plus de cohérence? Du côté grec, l'auteur évoque une amnésie collective qui a un but politique précis: le plan Annan, le 24 avril 2004, a été rejeté essentiellement par les Grecs, ce qui empêche l'objectif de réunification, alors que l'île est entrée dans l'UE la semaine suivante. Depuis, le blocage par les Grecs continue, ce qui pourrait pousser de nouveau la communauté turque vers un discours souverainiste.

Valérie Rosoux aborde la question de la mémoire(s) européenne(s), qui représente plus un projet politique qu'une réalité sociologique. On peut parler de cohabitation de mémoires nationales. Or, seuls le souvenir et l'enseignement peuvent créer un peuple européen, la violence n'étant plus à l'ordre du jour. De fait, il y a une volonté politique de moralisation de la part des institutions européennes, aussi bien à usage interne qu'externe. Le résultat donne une lecture aseptisée du passé, et la mise en place d'un récit consensuel qui ne peut être que remis en cause au fur et à mesure de l'élargissement.

Sandrine Lefranc s'interroge enfin sur les politiques de «réconciliation», modèle de gestion de la sortie d'un conflit. Il s'agit d'assurer une paix durable en reconnaissant des victimes et des réparations. Les exemples latino-américains sont en partie insatisfaisants: ils montrent une vérité historique accélérée pour les besoins politiques de la réconciliation, aboutissant à des «bricolages» renvoyant tout le monde dos à dos. Ce modèle s'est répété ensuite (Afrique du Sud, Pérou), mais cette fois avec une volonté de démocratisation plus forte, l'opinion étant invitée aux débats, tournant autour du rôle des organisations internationales et de la question de l'intégration du processus au droit pénal international. Le modèle est-il perfectible, et peut-il avoir un rôle dans la gestion des mémoires douloureuses en Europe, dont le livre nous montre qu'elles sont bien vivaces? La réponse est partagée. L'exercice est par définition un peu contraint, et maladroît dans sa démarche: l'UE cherche avant tout à faire passer une «grammaire de

réconciliation», dans un cadre normatif parfois moralisateur, et jouant de la conditionnalité. Cela dit, l'intégration des pays de l'Est a aussi été «un exercice d'autodéfinition pour l'UE» qui sert à alimenter le débat sur l'identité européenne elle-même. Cet ouvrage en est une belle illustration, dont on ressort enrichi.

Bertrand Vayssière

Maître de conférences à l'université Toulouse II-Le Mirail

Hélène ENGELS-PERREIN, *Lexique du couple franco-allemand. Le moteur de la construction européenne*, Ellipses, Paris, 2007, 224 p. – ISBN 978-2-7298-3264-3 – 18,00 €.

Ce livre nous rappelle que le «couple» franco-allemand n'est pas une donnée de l'histoire, comme se plaisait à le dire François Mitterrand lui-même. A partir de 1945, date qui lance la réflexion de l'auteur sur les relations franco-allemandes, la France vit dans le souvenir immédiat de la guerre et la haine du «boche». Dans cet esprit, les réquisitions et les démontages continuent dans la zone d'occupation française jusqu'en 1948, alors que des frais d'occupation sont versés par la RFA jusqu'en 1955. La normalisation commence pourtant avec la création de cette dernière entité, le 23 mai 1949, tandis que les accords de Londres (juin 1951) puis ceux de Bonn (mai 1952) rendent au pays l'essentiel de sa souveraineté. Dès lors, les deux pays vont effectuer un rapprochement que l'auteur va s'appliquer à mesurer, en distinguant sept thèmes qui sont étudiés tour à tour dans ce livre.

D'abord les «initiateurs et maîtres d'œuvre», où l'on retrouve des noms classiques tels que Konrad Adenauer, Charles de Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt ou François Mitterrand, mais curieusement pas Helmut Kohl, doublement ignoré puisque l'auteur évoque Gerhard Schröder comme étant le premier chancelier fédéral à ne pas avoir participé à la Seconde Guerre mondiale: or, c'est Kohl lui-même qui, parlant de sa propre génération, évoquait la «grâce de la naissance tardive»! D'autres noms sont entremêlés, moins connus ou injustement oubliés comme ceux d'André Bord, Alfred Grosser, Joseph Rovau, Jean du Rivau ou Alfred Döblin. Cela dit, peut-on vraiment qualifier d'initiateurs ou de maîtres d'œuvre des hommes comme Ludwig Erhard, Jacques Chirac ou même Gerhard Schröder? De même, une valeur sûre comme Maurice Faure n'a que peu de rapports avec le moteur franco-allemand, ou alors très indirectement. Enfin, peut-être manque-t-il dans cette partie certains ténors du fédéralisme européen, tels qu'Henry Frenay ou Eugen Kogon, qui ont été les premiers à appeler à la réconciliation franco-allemande, ou des acteurs sur le terrain comme Gilbert Grandval.

Après cette partie, vient la «naissance, le développement et le rôle du couple franco-allemand en Europe». L'auteur évoque d'abord l'occupation, puis le stationnement des troupes françaises en Allemagne (chronologie fine et utile pp.48-50). Elle décrit la présence militaire, le gouvernement militaire de la ZFO jusqu'en 1949, puis le Haut-Commissariat jusqu'en 1955. Cette partie est fort

intéressante, mais, avouons-le, peu en rapport avec le sujet. Elle permet surtout de voir la volonté française de profiter du statut d'occupation pour exercer une influence dans le domaine culturel et politique (Bureau international de liaison et de démocratisation, travaux des différentes universités, créations de revues). Cette partie se termine par la présentation des Forces françaises en Allemagne (jusqu'en 1993), puis des Forces françaises «stationnées» en Allemagne (jusqu'en 1999), après quoi il ne reste plus que la brigade franco-allemande. Au total, 3 millions de Français ont effectué leur service en Allemagne, soit un appelé sur six qui ont vécu dans cette «citadelle utopique» implantée, mais pas forcément intégrée, décrite par Suzy Guth. L'influence française est ensuite présentée, Land par Land, avec le cas très particulier de la Sarre. Suit une étude classique et un peu courte des grands moments qui ont scellé le rapprochement franco-allemand, dans une version très édulcorée: Plan Schuman (mais rien sur la CED), Traité de l'Élysée (avec un voile pudique vite jeté sur les effets du préambule côté allemand), puis les sommets franco-allemands ainsi que tout ce qui concerne la coopération intergouvernementale (échanges d'ambassadeurs, relations interparlementaires, jumelages), les institutions spécialisées, jusqu'aux prix.

Dans un troisième temps, c'est le «dialogue franco-allemand» qui est étudié: différents accords de coopération sont présentés, surtout au niveau culturel, tel que les accords de Weimar, des institutions comme le Haut Conseil culturel franco-allemand, des actions, notamment en direction de la jeunesse ou de l'apprentissage des langues (intéressant passage sur l'impact du français dans les Länder de l'ancienne zone d'occupation). Ce dernier point est d'ailleurs inquiétant: en France, la langue allemande ne concerne que 8% des élèves en 2002 contre 13% en 1980. L'auteur nous rappelle cependant que des structures existent: les cursus bilingues, essentiellement basés sur des initiatives locales, l'Abibac, ou les lycées franco-allemands. Le manuel d'histoire commun est évoqué, avec cet avertissement que celui qui concerne les premières, en cours de préparation, sera bien plus délicat à réaliser, s'intéressant aux deux guerres mondiales. La coopération universitaire et scientifique apparaît dans la suite, avec le Centre Marc Bloch ou le CIRAC, l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, les institutions culturelles telles que la Fondation Robert Bosch ou les Goethe Instituts, les médias avec des initiatives radiophoniques très précoces à souligner, la télévision (Arte), le cinéma (festival de Tübingen), et enfin les collaborations dans la presse écrite, avec en particulier les revues *Allemagne* et *Documents/Dokumente*.

La «coopération économique» est ensuite évoquée, elle qui a une existence plus ancienne dans les relations entre les deux pays. Les différents acteurs de cette coopération sont présentés, comme la Chambre de commerce et d'industrie franco-allemande, et autres groupes de travail entre acteurs institutionnels, de même que les syndicats. On s'intéresse également aux institutions privées, aux cercles industriels, nombreux en zones frontalières, aux rencontres d'Évian entre grands chefs d'entreprise français et allemands. Une sous-partie est consacrée à l'interdépendance croissante entre les deux économies, concernant la coopération monétaire ou la réalité des échanges: à eux deux, France et Allemagne représentent

40% du commerce intracommunautaire, et constituent le principal partenaire commercial l'un pour l'autre (c'est presque la même chose en matière d'investissement). Viennent ensuite les réalisations communes, comme Airbus industrie (on ne trouvera cependant rien sur les querelles récentes), EADS, Eurocopter, Aventis ou Areva). Un petit passage est tout de même consacré aux limites de la coopération: les réalités institutionnelles très différentes d'un pays à l'autre (l'Allemagne fédérale, et la tradition centralisatrice en France) ou le problème de la formation différente et de la culture d'entreprise.

La «politique de défense et de sécurité commune» commence par une évocation de la coopération militaire et les accords d'armement. La Brigade franco-allemande, créée le 2 octobre 1989, à ce jour unique au monde, est détaillée comme il se doit, ainsi que ses actions extérieures, et le fait qu'il est prévu qu'elle participe à la force de réaction rapide de l'OTAN (ne pas oublier cependant que l'anglais reste la langue de commandement). Des renseignements sont donnés sur les garnisons (état-major à Müllheim), ainsi que sur le Conseil franco-allemand de défense et de sécurité créé le 22 janvier 1988, sur la coopération navale, l'école du Luc (pour les pilotes d'hélicoptères) ou l'Eurocorps (quartier général: Strasbourg), avec une allusion à sa présence au Kosovo. Viennent ensuite les initiatives diplomatiques et militaires communes avec une chronologie très détaillée. Le chapitre se termine sur la politique de sécurité commune, avec en particulier Europol.

La «coopération transfrontalière» se voit consacrée quelques pages. L'auteur insiste sur l'ancienneté de celle-ci et sur la réconciliation de l'histoire et de la géographie en s'appuyant sur l'exemple des Pères de l'Europe (Robert Schuman né Allemand et mort Français). Cela dit, les accords intergouvernementaux ont commencé plus tôt à cause de réalités très matérielles, notamment l'importance dans ce domaine des frontaliers dans la vie économique et les déplacements au quotidien (voir l'accord signalé p.171). Ces différents espaces transfrontaliers sont cités et décrits assez précisément: Conférence du Rhin supérieur, Euroregions, SaarLorLux et les eurodistricts.

Enfin, l'auteur évoque le «couple franco-allemand dans le cadre de l'Europe élargie». Certaines initiatives sont étudiées, telles que le «triangle de Weimar» avec la Pologne, sans ignorer les difficultés de la coopération (attitudes de Jacques Chirac et de Lech Kaczynski). Dans le cadre de cette Europe, certains dossiers sont naturellement chauds, que ce soit la réforme de la PAC, l'atlantisme ou la politique nucléaire française. Des problèmes plus profonds apparaissent également, liés à l'élargissement: l'Allemagne et l'allemand ont fait une forte poussée en Europe centrale et orientale, au point d'inquiéter l'opinion française sur le retour de la *Mitteuropa*. Cela dit, l'Allemagne n'a pas les coudées franches que l'on peut imaginer avec le retour de la mémoire qui affecte les relations germano-polonaises ainsi qu'avec la République tchèque (problème des Sudètes). Même si, dans ce passage, l'auteur se montre plus critique que dans les autres chapitres, on peut regretter qu'elle ne dise rien sur les différends qui ont très tôt affecté les relations franco-allemandes autour de la définition de cette nouvelle Europe, notamment à la

suite de la reconnaissance unilatérale, par l'Allemagne, de la Croatie et de la Slovaquie.

Au total, l'ambition de ce livre est l'exhaustivité (voir la présentation des sites internet et la bibliographie en fin d'ouvrage), ce qui peut être précieux pour quelqu'un qui, comme le dit la quatrième de couverture à propos de l'auteur, «est impliqué au quotidien dans le 'franco-allemand'»: on a un vade-mecum (le mot aurait été plus adapté que «lexique») qui peut être utile pour connaître l'état des lieux des relations entre les deux pays et les structures de coopération. Par contre, il est à déconseiller si l'on souhaite effectuer une lecture critique et historique de ces relations: trop d'impasses sont faites sur les difficultés et les dérapages de cette entente, proclamée comme une évidence dans le sous-titre du livre. Les zones d'ombre et les retournements n'intéressent pas cet ouvrage qui flirte parfois avec le politiquement correct. Cela dit, si l'intention première est bien de faire un état des lieux, il peut faciliter une première démarche de recherche, qui devra certainement être complétée par la suite par d'autres références, complètes.

Bertrand Vayssière

Maître de conférences à l'université Toulouse II-Le Mirail

Pierre du BOIS, *Histoire de l'Europe monétaire, 1945-2005. Euro qui comme Ulysse ...*, Paris, PUF, 2008, 250 p. – ISBN 978-2-13-056758-5 – 20,00 €.

Professeur d'histoire des relations internationales à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève, Pierre du Bois a disparu prématurément en 2007. Son dernier livre a été relu et complété par Gilles Grin, de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe (Lausanne). Il commence par une introduction très personnelle, où l'auteur témoigne de son soutien enthousiaste pour la construction européenne et l'explique en partie par ses origines familiales bigarrées, entre Flandre, Allemagne et Suisse. Dès lors, il envisage son sujet -la construction de l'Europe monétaire- comme une quête essentiellement politique, même s'il n'hésite pas à entrer dans les multiples débats économiques qui ont agité cette histoire tourmentée.

L'auteur commence son ouvrage en 1944-1945, lorsqu'un nouvel ordre mondial s'ébauche sous l'impulsion des États-Unis, avec notamment la création du système de Bretton-Woods, puis du FMI. Ce faisant, il tend à minorer les débats sur la coopération monétaire qui ont agité l'Europe pendant l'entre-deux-guerres, à la Société des Nations (SDN) ou à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Par la suite, même s'il évoque l'Union européenne des paiements (UEP), il se concentre essentiellement sur l'Europe communautaire. Il se révèle un fin analyste des espoirs mais aussi des limites des différents traités conclus, en particulier le traité de Rome de 1957, très peu disert en matière monétaire. Il s'intéresse ensuite aux réflexions sur l'Europe monétaire conduites dans les années soixante, en particulier au sein du comité d'action de Jean Monnet, tout en soulignant les limites du projet de fonds de réserve soutenu par ce dernier (p.61). L'un des grands intérêts de cet ouvrage est justement de ne pas se concentrer uniquement sur ces réflexions

du Comité d'action, finalement peu influentes, et d'insister au contraire sur la multiplicité des acteurs et des études. L'auteur mentionne ainsi des projets monétaires peu connus comme ceux du commissaire européen Robert Marjolin en 1964, ou les débats de la jeune assemblée parlementaire européenne. Il met ensuite en valeur le rôle du successeur de Marjolin à la Commission européenne, lui aussi professeur d'économie, le Français Raymond Barre, dans le développement de la réflexion sur l'Europe monétaire entre 1968 et 1972. Il souligne également l'influence du président de la Commission européenne, le Britannique Roy Jenkins dans le lancement du Système monétaire européen (SME) en 1977, alors que, bien souvent, ce sont surtout les contributions du président français Valéry Giscard d'Estaing et du chancelier allemand Helmut Schmidt qui sont mises en valeur.

Lorsqu'il s'attache à la création de l'union économique et monétaire dans les années 1980 et 1990, Pierre du Bois parvient à synthétiser une masse d'informations pourtant peu digestes dans des chapitres relativement courts. S'il évoque abondamment les négociations intergouvernementales et le rôle du président de la Commission européenne Jacques Delors, il n'oublie pas des acteurs moins connus comme l'Association pour l'Union monétaire de l'Europe (AUME) ou certaines thématiques assez techniques mais pourtant essentielles comme la progression de l'usage de l'écu privé ou la libéralisation des mouvements de capitaux. De plus, comme l'auteur reste dans une perspective éminemment politique, il cherche à traiter le sujet complexe du rapport entre union économique et monétaire et opinion publique. Il évoque ainsi longuement les débats entre eurosceptiques et partisans de l'union monétaire, à la fois avant la naissance de l'euro – en particulier les nombreuses réticences de la période 1992-1994 – et après son introduction. Les sarcasmes sur l'euro faible (2000), aujourd'hui bien oubliés, voisinent avec les critiques sur le rôle de la Banque centrale européenne (BCE), les lacunes en matière de coordination des politiques économiques ou en terme d'autorité politique européenne. L'auteur s'attache véritablement à remettre en perspective les débats contemporains en évoquant longuement l'histoire récente: la période 1991-2005 occupe ainsi la moitié du livre.

Pierre du Bois s'attache finalement plus à l'histoire des idées et du débat sur l'Europe monétaire qu'à l'histoire du processus de décision. Il s'appuie essentiellement sur des sources imprimées comme des articles de journaux ou de revues, des mémoires, ainsi que la littérature secondaire. Il brasse de très nombreux thèmes dans une synthèse somme toute relativement courte – 210 pages de texte – eu égard à la complexité du thème et à l'étendue de la période chronologique. En si peu de pages, il est difficile de reprocher des lacunes à ce livre même si des recherches historiques récentes comme celles de l'économiste belge Ivo Maes auraient pu y être incluses. Cette étude permet finalement de comprendre l'ancienneté des débats actuels sur l'union économique et monétaire comme le problème de la coordination des politiques économiques (les critères de Maastricht et le Pacte de stabilité), la forme des institutions (passage de l'idée de fonds européen de réserve à la création d'une banque centrale), l'échelle de l'union monétaire (inclusion ou pas de la Grande-Bretagne) et bien sûr le lien avec l'union

politique. Livrant une étude à la fois courte et foisonnante, le regretté Pierre du Bois démontre l'intérêt pour un universitaire confirmé de se livrer au difficile exercice de la synthèse dans un domaine - l'histoire de l'intégration européenne - où la littérature très spécialisée est maintenant abondante.

Laurent Warlouzet
Assistant (ATER) à l'Université Paris IV-Sorbonne

Jonathan WRIGHT, *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman*, Oxford University Press, Oxford, 2004, ppbck 588 p. – ISBN-10 0199273294 – ISBN-13 978-0199273294 – 42,99 €.

Since the end of World War Two Gustav Stresemann has been the subject of a wide range of research and scholarly publications in German, English and French. With the exception of the both magisterial and massive monograph by Christian Baechler¹ none of them can come up to the biography written by the Oxford historian Jonathan Wright – both in its sheer length and its rich documentary and archival base.² The author thus was fully prepared to address the major issues raised by Stresemann's political biography.

The heart of the debate regarding Stresemann's achievements concerns the fundamental political integrity and sincerity of this highly gifted political tactician. The question is twofold: First, did this ardent imperialist of the time before Germany's defeat really become a convert to a diplomacy of international reconciliation and peaceful change? Secondly, was Stresemann, the former monarchist, really committed to the parliamentary democracy of the Weimar Republic? Or was he merely the opportunist that many of his contemporary and ex post critics saw in him?

Wright is far from denying the discrepancies between Stresemann's foreign policy stance before and after 1918: His pre-war hostility vis-à-vis Great Britain as Germany's imperial rival "unsurprisingly" (Wright) turned into a radical annexationism during World War One combined with the underestimation of America as contributor to the Allies' war effort. Still, as Wright demonstrates, Germany's defeats first during the war and then in 1923 in the Ruhr conflict convinced Stresemann of the utter powerlessness of his country and the necessity of observing henceforth strictly non-violent methods for promoting its interests - which above all meant a revision of the Versailles Treaty. The obvious question then arises whether Stresemann's conversion can be judged as a definite one. Wright is inclined to answer this question affirmatively. In line with previous historiography he shows that Stresemann's break with his imperialist past was

1. Chr. BAECHLER, *Gustave Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*, Presses universitaires de Strasbourg, Strasbourg, 1996.
2. Meanwhile a translation into German has come out: J. WRIGHT, *Gustav Stresemann 1878-1929: Weimars größter Staatsmann*, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart, 2006.

gradual and thus more deeply rooted. Soon after the war Stresemann referred to a community of economic interests that he believed to exist between Germany and France, and hoped that on this basis an international understanding could be reached to prevent Germany's collapse. He realized that Germany's peaceful return to the status of a great power had to be made palatable to its primary international partners, especially to France, by creating a spirit of mutual understanding and accommodation. The Dawes Plan, the abandonment of the policy of sanctions France had resorted to during its occupation of the Ruhr district and finally the Locarno Treaties were seen as steps leading to a breakthrough of this policy.

When Stresemann became foreign minister, his sincerity in opting for the West was tested by the relations he sought with Soviet Russia. Wright concedes that Stresemann, his pro-Western policy notwithstanding, did aim at a rapprochement with Moscow, partly in order to prevent disarmed Germany from being drawn into a military conflict between East and West, partly, however also to maintain pressure on Poland with a view to a future revision of the German-Polish frontier. At this point, Wright agrees that Stresemann was less than candid vis-à-vis his Western partners (p.335). Still, the author stresses, Stresemann roundly rejected any idea of a long-term privileged Soviet-German relationship as advocated by the Right, let alone a secret military alliance and a war against the common Polish antagonist, as some of the military suggested. At best, Germany could act, as Stresemann put it, as a "natural great mediator between East and West" (pp.357 and 439). Wright convincingly shows that in general any war had ceased to be an option for Stresemann, a war, he feared, that would amount to a final catastrophe for Europe (pp.313 and 417).

Basically, in Wright's judgement, Stresemann's pro-Western orientation then was credible, not least because this course alone promised support by the all-important United States, and he cannot discern any indication that Stresemann's "responsible Realpolitik" harboured secret designs for winning a preponderant position for Germany in Europe, not to speak of a reestablishment of a military empire (pp.379, 439 and 511). Instead, Stresemann put increasing emphasis on the European dimension of Germany's foreign policy and envisioned a European economic community, maybe a steel pool, as a distant goal (pp.329, 375 and 387).

During the years following Locarno Stresemann's policy was submitted to severe strains. The palpable results he had hoped for after his meeting with Aristide Briand in Thoiry for a revision of the Versailles Treaty were not forthcoming. Berlin welcomed the recognition of Germany's status as a great power by being admitted to the League of Nations. But this change made France no more inclined to commit itself to an early withdrawal of its troops from the Rhineland. Conditions for a peaceful rectification of the Polish-German border actually deteriorated. At long last, the Hague Conference of 1929, which settled the reparation issue for the time being and agreed on a French withdrawal from the Rhineland by 1930, seemed to demonstrate the validity of Stresemann's pro-Western stance. But even then Germany, in Stresemann's eyes, remained a revisionist power, and Wright finds no evidence to prove that the German Foreign minister appreciated the

potential that Briand's proposal of a political union for Europe had created for definitely securing a balance of power between France and a Germany that had fully recovered its great power status. Instead, shortly before his death Stresemann responded to Briand's European initiative by welcoming an economic union for Europe, provided it was not directed against the United States (p.484), but remaining reserved with regard to Briand's concept of a political union. Basically convinced of Stresemann's intellectual sincerity and full of praise for his superior diplomatic skills Wright still cannot suppress some lingering doubts as to whether the effects of Stresemann's foreign policy really would have led to a definite stabilization of Europe.

Wright views this ambivalence as intimately linked to Stresemann's domestic position in post-war Germany. It is the author's major contribution to our understanding Stresemann to have unravelled this interrelationship in all its complexity. Once again, the question regarding the sincerity of Stresemann comes up – this time the sincerity of his republicanism. Differently from the residual reservations Wright has about Stresemann's foreign policy the record of his domestic policies leaves him fully convinced of the genuineness of Stresemann's commitment to Republican Germany. In part this has to do with Stresemann's political roots which the author traces back to the pre-war period. Had this highly gifted social upstart not always belonged to the left wing of the national-liberal party and tried to accommodate moderate forces in the SPD, by endorsing Friedrich Naumann's concept of a (left-wing) "national socialism"? Had he not always rejected the anti-Semitism typical of the extreme conservative right? Above all, Wright proves that Stresemann was consistent in demanding the introduction of parliamentary government in Germany thus sharply differing from the conservative right, whereas he agreed with it in demanding far-reaching annexations. It was not the first and not the last time that Stresemann sought a "diagonal" (a term borrowed from chancellor Theobald Bethmann Hollweg, whom he otherwise despised, p.276) – a diagonal that bridged the polarization that had become typical of Germany's domestic scene during the war.

Soon after the war he distanced himself from his monarchical leanings and strove for a great coalition extending from his DVP to the Social Democrats, but excluding the extremes of the left and the right (the conservative DNVP, later Hitler's NSDAP). Condemning the assassinations of outstanding German republicans like Walter Rathenau as right wing fanaticism inciting civil war, he became more and more emotionally attached to the new German Republic. Domestic conciliation also appeared indispensable to him to create a broad base for his foreign policy even if that implied unpopular choices. After enlisting some DNVP support for the Dawes Plan and hoping to salvage his foreign policy he co-opted conservatives for some of the governments, in which he served as foreign minister. Wright explains Stresemann's nationalist outbursts as well as his forthcoming attitude towards Soviet Russia largely as concessions to his conservative supporters (the Soviet-German treaty of Berlin was passed by the Reichstag nearly unanimously!).

Wright concludes by calling Stresemann an “integrationist” not only in the domestic but also in the foreign sphere. Thus this statesman became the vital centre of the Weimar Republic. His domestic successes appear all the more remarkable, as his home base was anything but solid. In Weimar-Germany’s multiparty system leading, as it did, to a rapid succession of governments, political wrangling to form a coalition government was a daily fare. More often than not support for his foreign policy depended on concessions regarding domestic trivia like the expropriation of the former German royals. Worse still, Stresemann never could take for granted his own party’s support. As Wright shows, he always had to fend off demands of the right-wing of the DVP for an alliance with the conservatives and a share in their irresponsible, but vote-getting nationalist campaign. To Wright this situation pointed to one of Stresemann’s weaknesses – his inability to develop lasting personal ties with the Reichstag deputies of his party. But such blemishes do not keep the author from ascribing highest statesmanlike qualities to this pragmatist - a realist – but one imbued with the vision of a democratic and peaceful Germany as a great European power.

Wright presents a rich multifaceted picture that solidly rests on contemporary evidence like e.g. Stresemann’s sometime anonymously published newspaper articles or his diaries. The narrative follows a strictly chronological structure – inevitably so, one must add, to make the reader aware of the interaction between the domestic and the diplomatic elements that motivated Stresemann’s policies. As Wright aptly summarizes, to Stresemann achievements abroad were a prerequisite of his domestic standing, and prevailing at home provided the indispensable basis for diplomatic success. There are perhaps some minor details in this well written book to find fault with like, maybe, a few overly long and at times redundant quotations from some of Stresemann’s speeches or a too cursory treatment of the disarmament issue. What counts is the final message the author conveys - i.e. that Stresemann’s premature death destroyed the most effective political barrier that kept from power Hitler’s hordes, which Stresemann came to detest more strongly, the more they gained strength.

Klaus Schwabe

Frédéric BOZO, Marie-Pierre REY, N. Piers LUDLOW, Leopoldo NUTI (eds.), *Europe and the End of the Cold War. A reappraisal*, Routledge, London and New York, 2008, 288 p. – ISBN 978-0-415-44903-8 – 138,60 €.

What is there to be said or written on the end of the Cold War that is not already known?

The editors of this book were perfectly aware of this question and of other possible objections that an informed reader might present. However, they were also perfectly aware that the writing of history is an ongoing process affected by the availability of primary sources and influenced by the environmental context. As clearly stated in the introduction of the book, the editors thought that the time had

come to make use of newly declassified sources and to propose a more objective appraisal of the end of the Cold War. In this connection, the reader of this book will certainly be satisfied: the use of primary sources is relevant and consistent with the proposed analysis and there is no room for a rhetorical interpretation of the events or propaganda.

However, the most intriguing and fascinating contribution of this book is the effort to “reinstale Europe at the centre of the attention of historians looking at the end of the Cold War”, as the editors vigorously declare. For too long a period literature has looked at this topic through the prism of the superpowers’ policy and relationship. Even the German question has mostly been analysed within the framework of the bipolar game.

This book offers a rich investigation of the role of Europe in ending the Cold War. The topic is considered in a broad sense: the many authors involved in this effort analyse both actors and processes in the old continent. As for actors, the scope of the book extends from key West European countries (about which new seminal interpretations are brought that deny reiterated stereotypes) to minor countries whose policy have so far been overlooked and to East European countries that played an important role in the peaceful ending of the Cold War. Large room is given to the role and ideas of key personalities, such as Gorbachev, Kohl, Mitterand and Thatcher. The book also investigates the environment in which the above-mentioned actors played, and particularly the dynamics and challenges of the main European processes: the integration of Western Europe, the pan-European dialogue (“the Helsinki effect”) and the evolution and reform process in the Soviet Union and Eastern Europe.

All these themes are coherently linked together and the book offers a clear and multi-faceted picture of European events. This is also due to the structure of the book, which is both thematically and chronologically arranged in such a way that the reader can enjoy in-depth analyses without losing the overall framework.

Generally speaking, the various contributions are relevant as for the use of sources and revealing as for contents. Most papers present interesting new interpretations. Some perplexities might arise as for the use of counterfactual approach or arguments in at least two papers (Lévesque and Hutchings).

In conclusion, by focusing on Europe – in its various dimensions – as an active and determinant subject of international relations, this book pioneers a new phase of historiography that might on the one hand fill the existing gap in the acknowledgement of the Cold War and its end, and on the other hand contribute to a more complete understanding of the history of the old continent.

*Dr. Angela Romano
University of Florence*

Pascal DETHURENS, *L'Europe de A à Z. Une petite encyclopédie illustrée des idées reçues sur l'Europe*, Infolio, Gollion, 2008, 127 p. – ISBN 978-2-88474-035-7 – 16,00 €.

A la manière d'un Flaubert, Pascal Dethurens, professeur de littérature comparée à l'université de Strasbourg, propose ici un florilège de citations et d'illustrations sur la manière dont l'Europe est vue ou perçue à travers la littérature et la peinture, d'Hippocrate à Vaclav Havel: 88 entrées et 17 illustrations, précédées d'un court commentaire de l'auteur, constituent ce petit ouvrage. C'est l'image, la représentation qui intéressent ici Dethurens, nous rappelant que toute idée, aussi belle soit-elle, n'est pas toujours fondée en raison. L'auteur y insiste, la part du préjugé est très importante dans cette sélection d'entrées, forcément subjective: en cette période de doute que ne pouvaient connaître les Pères de l'Europe, il est utile de se pencher sur les diverses perceptions du Vieux Continent, de décrypter les images qu'il véhicule depuis toujours et dont doivent tenir compte ceux qui souhaitent faire correspondre l'Europe-institution et l'Europe-géographie. Il s'agit bel et bien d'«idées reçues», qui sont tantôt tournées contre l'Europe, tantôt en sa faveur.

Bien entendu, la question peut se poser de savoir si s'appuyer sur des citations de grands écrivains ne relève pas une nouvelle fois d'une entreprise élitiste. L'auteur cherche cependant dans ses nombreuses lectures des classiques les mots qui peuvent éclairer le mal-être dangereux exprimé par une opinion européenne en proie au doute, et que l'on qualifie un peu rapidement par le terme «déficit démocratique». Avec cette recension qui revendique la légèreté et le passe-temps, nous abordons les rives du mythe, trop souvent oublié ou orchestré par l'Europe qui se fait, sans en oublier les zones d'ombre. Cette courte encyclopédie nous le rappelle, l'Europe est immémoriale: avant d'être un choix ou une politique, elle a été une croyance, ou au moins une ambiance. Relevant de l'inconscient ou du discours raisonné, suivons donc ce «musée imaginaire européen» qui nous invite à désapprendre l'Europe que l'on proclame pour revenir aux soubassements d'une Europe désincarnée, telle qu'elle a été perçue depuis les origines.

Pour cela, l'auteur a choisi des entrées bien peu académiques, mais parlantes, telles que «kaputt» (s'inspirant du livre de Malaparte) ou «ruinée» (avec une illustration de Max Ernst) pour rappeler que la construction européenne est d'abord une réponse à un champ de ruines; «raciste» ou «dangereuse» répondent à «poétique» et «romanesque», en un raccourci sur la double origine de l'Europe (la dialogique d'Edgar Morin), une Europe «orgueilleuse» et pourtant «outragée». Dans cette même veine, les idées «napoléoniennes», de «puissance» ou de «supériorité» croisent celles d'«équilibre», de «pacifisme» ou de «liberté», et peuvent éclairer différentes facettes de l'image que renvoie le Vieux Continent suivant les auteurs et une histoire mouvementée. L'idée des origines hante également ce petit lexique: «frontières», «asiatique», «grecque», «occidentale»; on voit différents auteurs, de diverses périodes, s'interroger déjà sur le sens du mot Europe, avançant tour à tour tous des définitions qui ne sont pas les mêmes. Mystérieuse Europe, à la recherche de ses origines à travers des «mythes»,

s'interrogeant sur ses origines «chrétiennes» ou sa nature «républicaine», cette Europe «idéale» qui peut tout aussi bien être «impossible», peut-être parce que, comme le dit Heidegger (et comme l'a brillamment écrit Rémi Brague), l'Européen s'oublie dans la réinvention perpétuelle de lui-même et de son cadre d'existence («oublieuse»). Les polémiques du moment rejaillissent à travers des écrits plus anciens, notamment sur les reproches de technocratisme («kafkaïenne», «standardisée») ou celles, lancées il y a peu par certains officiels Américains contre la «vieille Europe» («vieille», «fossilisée»). Ainsi, des débats qui semblent récents (notamment à travers les polémiques de la constitution européenne) ont une origine lointaine: Walter Benjamin vitupérait déjà contre une Europe «marchande», Hippocrate estimait que la différence essentielle entre les deux mondes qu'il connaissait, Europe et Asie, résidait dans la nature «belliqueuse» de la première.

Pour terminer ce tour d'horizon très ludique des différentes images de l'Europe qui se sont succédées dans les siècles, dont le but est de décrire les lieux communs et les fulgurances qui font l'Europe d'aujourd'hui dans les représentations des Européens, empruntons au livre une de ses citations:

«ce qui me surprend encore plus que le reste, c'est que [...] tous les non-Européens, quels qu'ils soient, soient si complètement dépourvus, non pas tant de possibilités morales, que de capacités artistiques [...] nulle part on ne voit ces deux dons spirituels se fondre pour engendrer une forme qui soit humainement belle».

Au-delà de l'aspect européocentrique, Schiller, dans cette lettre à Goethe, nous rappelle que toute création qui ne relève que du réalisme en oubliant de répondre à une attente d'idéalisme est condamnée d'avance. Plus qu'un message de mépris à l'égard du monde, il s'agirait plutôt d'une leçon pour les Européens d'aujourd'hui!

Bertrand Vayssière

Maître de conférences à l'université Toulouse II-Le Mirail

Antonella BRAGA, *Un federalista giacobino. Ernesto Rossi pioniere degli Stati Uniti d'Europa*, Il Mulino, Bologna, 2007, 676 p. – ISBN 978-88-15-10210-2 – 46,00 €.

In the last years interest in the work of Ernesto Rossi (1897-1967) has increased again. This trend is confirmed by the reprintings of his writings and his letters and the publications of critical studies (in 2007, on the fortieth anniversary of his death, are published for example: M. FRANZINELLI, *Ernesto Rossi. Epistolario 1943-1967. Dal Partito d'Azione al Centro-sinistra*, Laterza, Bari; S. MICHELOTTI, *Ernesto Rossi contro il clericalismo. Una battaglia per la democrazia*, Rubbettino, Soveria Mannelli). Among the most recent works there is Antonella Braga's piece that examines the evolution of Rossi's thought and his political engagement for the federalist ideal.

Thanks to the study of unpublished documents (kept since 1999 at the European University Institute, European Union Historical Archives, Florence), the interview

of persons close to him (Luciano Bolis and his nephew Carlo Pucci) together with the examination of the already existing literature on Rossi's life and works and the historiography related to the Movimento Federalista Europeo (MFE), the author could achieve two aims. First he reconstructed the less known aspects of Rossi's intellectual and political activity, in particular previously to the political exile in Ventotene but also the period after the end of the Second World War. The second achievement regards the current explanations on his role compared with Spinelli's role and the reasons for abandoning MFE after the failure of the European Defence Community (EDC) in 1954.

The book is composed of a preface by L.V. Majocchi, an introduction by the author, eleven chapters, that follow chronological criteria, and a name index.

The first chapter presents the years of his youth and the years before he was sentenced to imprisonment for having participated in the antifascist movement "Giustizia e Libertà" (1930). During this period Rossi meets people that become very important for his life, his criticism of and opposition to fascism and, finally, for his reflection on federalism. He receives a maternal education based on liberal-democratic Risorgimento values and Mazzini's ideals, completed with an approach to the federalist tradition (particularly that of Carlo Cattaneo) and the 'Meridione' issues, thanks to the relationship with Gaetano Salvemini (1873-1957). Due to the influence of the works of the economist Luigi Einaudi (1874-1961) which he also reads during this period he develops a strong belief in the superiority of liberalism on protectionism.

During the term of imprisonment (1930-1939), as explained in the second chapter, Rossi studies in depth economic science, history, political science and philosophy, reading several works and developing some important thoughts in the evolution of his intellectual growth. He particularly defines his economic and political perspectives of liberalism. More precisely, in the economic field, he states that the respect of economic liberty must not be separated from social equity purposes (i.e. equality of initial conditions and privileges fight). Meanwhile, in the political field, he specifies the conditions for realizing liberal democratic principles. Starting from a voluntaristic conception of the historical process, he retains that the active part of human society and historical development are organized minorities that succeed in obtaining a voluntary adhesion to their values. Their method of action, aimed at the affirmation of liberal democratic principles, changes according to historical and political conditions: when institutions are stable, reformist action must be adopted according to the democratic rules, whereas times of crisis (e.g. in post-war years) rather ask for Jacobin methods, in order to establish new rules and institutions, as soon as possible and even by force. In the last years of detention, Rossi deals more specifically with European federalism issues. The author examines in particular the content of a letter dated 30 July 1937, in which Rossi, sketching out a study about the United States of Europe, introduces some basic topics of federalist thought (the degeneration of nationality to nationalism, the convergence of nationalistic ideas and absolute sovereignty in a totalitarian state, the need to overcome the national dimension by the creation of a

supernational authority in order to guarantee a long lasting peace) and he defines the general terms of a political action programme (giving priority to European unity issues instead of internal state reforms, the usefulness of a minimal but effective programme to eliminate problems and to put to use conditions favourable to European unity, the suggestion of American and Italian unification experience as a model to follow).

As on Ventotene island (chapter III), Rossi's reflections are broadened by reading particularly English federalist and German realist literature and by exchanging views with some personalities who share the federalist idea, even though starting from a different cultural background. Among these the meetings with Eugenio Colorni (1909-1944) and above all with Altiero Spinelli (1907-1986) are extremely important. Together with Spinelli, Rossi elaborates the "Manifesto di Ventotene" (about which the author underlines the content, still found in Rossi's reflection), translates some works about federalism, starts the first contacts with antifascists in Italy to facilitate the diffusion of the "*Manifesto*" and to solicit the publication of other articles individually written (e.g. Rossi studies in depth the Jacobin aspects of the action for European federation, the economic and social reforms on federal level, the European citizenship and conscience).

The personal relationship between the two federalists is interrupted in the summer of 1943 (chapter IV). Rossi is moved to a prison in Rome and after his release, he follows a double aim. First he tries to propagate the federalist idea by joining the Partito d'Azione, to which he adheres according to an active willingness decided upon together with Spinelli and Colorni (adhesion to a national political party to orient it towards the federalist ideal). Secondly he intends to organize a meeting of the federalist project supporters in order to define the programmatic basis and the organizational structure of the group (movement or political party) up to the Congress in Milano at the end of August 1943. On this occasion very important decisions are taken and a new political movement is founded: the Movimento Federalista Europeo. But in the meanwhile the discussion about the organizational form, the political strategies and the federalist promotion gives birth to some differences between Rossi and Spinelli. From that moment these arguments will be present from time to time, without damaging their agreement on the basic principles and on the priority of the federalist action.

During the exile period in Switzerland (first in Lugano, then in Geneva), Rossi is involved at three levels simultaneously. The first regards the theoretic reflection with, as a relevant contribution, the publication of a pamphlet, *Stati Uniti d'Europa*, in the summer of 1944 (chapter VI). Secondly, a promotion action on a double level: the adhesion to the federalist project of the Italian political refugees (aimed at creating an organizational committee of MFE) (chapter V) and the European spread of MFE by starting cooperation with Swiss pro-Europe organizations (Centre d'Action pour la Fédération Européenne, in Geneva) and contacts with groups of French and German Resistance (which especially Spinelli cared about). On several occasions, the contrasts with Spinelli get stronger than ever (chapter VII and VIII). The third stage involves information activities among

Italian refugees, such as debates, conferences, articles in newspapers and the diffusion of publications (among these the collection of “Quaderni del MFE”), very successful almost among young people (chapter IX).

Coming back to Italy (April 1945), during the first two years of the post World War period, Rossi leaves for a while the federalist project because the ideal premises for a Jacobin action are not given and he accepts some governmental appointments regarding the Italian economic reconstruction. At the same time he regains interest in topics such as state secularism, struggle for privileges, and institutional reforms. The political engagement for a European federation starts again, along with Spinelli, with the Marshall Plan and in a more active way at the beginning of the European integration process. Anyway, Rossi criticizes the adoption of the functionalist method. While the project of EDC develops and finally fails, Rossi is involved in the MFE for the last time (chapter X): according to his letters following the failure of the EDC project, he continues to consider federation as the only solution to the contemporary problems, but at the same time he is convinced that it can only be achieved by following the Jacobin line, the only appropriate political strategy in his eyes (chapter XI).

The contents of the book justify the title chosen by the author. Rossi has been a “federalist”, “a pioneer of the United States of Europe”, because he had a federalist view of European unity. His federalist thought certainly existed before the meeting with Spinelli. Nonetheless the influence of the latter was important for him to master his own ideas and to put them into a plan of action. He has also been a “Jacobin federalist” (attribute already used by Spinelli to describe his personality in *Come ho tentato di diventare saggio*, Il Mulino, Bologna, 1999 – 1st ed. 1984 -, p.304), because he thought that the European federation could be achieved with a strategy defined as “Jacobin”, i.e. based on the capacity to combine the individual will into a concerted action in order to change the existing institutions, as happened in the political revolutions of the past (e.g. in the French and in the American revolution).

In conclusion, reading this book may be recommended, first for the originality and the effectiveness of explanations given by the author which contribute to broaden the knowledge of Rossi’s thought and political action; and secondly for the wealth of the bibliographical sources and contents.

*Iliaria Pasotti,
University of Florence – Università degli Studi di Firenze*

Alberto COVA (a cura di), *Il dilemma dell'integrazione. L'inserimento dell'economia italiana nel sistema occidentale (1945-1957)*, FrancoAngeli, Milano, 2008, 617 p. – ISBN 978-88-464-9031-5 – 38,00 €.

The reconstruction of the Italian economy after World War II and its insertion in the international system is doubtlessly one of the most studied subjects in the historiography of the Italian Republic.³ Faced with a literature that has produced a

consistent body of interpretations having sharpened and bettered over time, it's surely not an easy undertaking to produce an original contribution. This book, resulting from collective research conducted by a group of economic historians, aims to tackle precisely this daunting task. Sharing the conviction that the abandonment of autarchy and the remodelling of the protectionist apparatus were fundamental factors in the setting up of the "economic miracle" of the late 1950s, the contributions of this volume aim to shed new light on some less known aspects of the choice to take part in the Western economic system.

The volume is composed of fifteen essays, divided in three sections. The first opens with a contribution by Claudio Besana who intends to assess the economic consequences of the peace treaty signed on February 1947. In spite of a detailed reconstruction of the costs implied by the clauses of the treaty (the financial burdens imposed by reparations and above all the loss of important sources of raw materials, industrial and financial assets due to the territorial clauses), the author does not offer a clear conclusion about the actual weight that these losses had on the whole of the Italian economy.

Andrea Bonoldi tackles the issue of the economic recovery in the Alpine area with a comparative approach that considers the Italian, the Austrian and the Swiss case. What emerges is that in the Italian regions taken into consideration (Trentino-Alto Adige and the province of Belluno), recovery took a slower pace (one of the reasons was a minor incidence of the Marshall aid in the Italian alpine area compared to its foreign neighbours), the economy stagnated during the 1950s. It was only with the approach of full employment in the industrial areas of the plain and the consequent rise in incomes that made possible the expansion of tourism and rendered profitable the delocalisation of some industrial activities, that the Alpine regions were included in the development process.

The tourism industry is the subject of both Aldo Carera's and Andrea Leonardi's essays, from which results the ambivalence of the Italian approach to this sector. On one hand, as Leonardi points out, there was a widespread consciousness amongst the economic and political establishment of the importance of tourism for the national balance of payments. Consequently the tourist sector was the subject of some attention in setting up the reconstruction plans and in the allocation of the Marshall aid. On the other hand, as it results from Carera's work, the elaboration of a coherent approach to the problems of tourism suffered from an "anti-industrialism" attitude, nourished both by the inefficiency of public bureaucracies and the suspicion with which private interests considered every public attempt to intervene, that curbed all the efforts to forge a consistent long term policy for the sector.

-
3. For a recent overview of the historiographical debate see: R. RANIERI, *L'Italia, la ricostruzione e il sistema economico internazionale*, in: F. ROMERO, A. VARSORI (eds.), *Nazione interdipendenza, integrazione. Le relazioni internazionali dell'Italia (1917-1989)*, vol.I, Carocci, Roma, 2005, pp.131-153.

Gianpiero Fumi's contribution, based on a solid "milwardian" ground, delves into the relationship between the construction of an international social legislation and the integration of national systems of welfare and highlights the importance of Italy's role in this regard. As a country of emigration, Italy was deeply concerned with the building up of some form of international homogenization of migrants' rights. The essay offers some interesting insights and represents a useful survey of the major developments in international social legislation from the end of World War I to the 1957 Treaty of Rome. Still, as long as the author tends to underplay the conflictual dimension that is at the roots of the expansion of social rights in the XX century, it lacks sometimes of explicative depth.

The section is closed by Giampiero Gregorini's essay on the debate inside the UCID (*Unione Cristiana degli imprenditori dirigenti*, Christian Union of Managers) in the immediate post-war years. The interesting point that emerges from the essay, maybe beyond the author's intentions, is the difficulty to conciliate a catholic inspired approach to labour relations, that has been defined by G. Longoni as placed on the middle ground between the American way and the good old common sense,⁴ with the prevailing stance of the Italian entrepreneurs of the age in their relations with workers, ranging from a paternalistic to an authoritarian approach.

The second section is dedicated to an analysis of Italy's adherence to the Bretton Woods system. Pietro Cafaro investigates the debate that took place inside the constituent assembly in March 1947 on the bill allowing the government to join the Bretton Woods institutions. Interestingly enough, the discussion registered a unanimous consent to Italy's return in the international financial system, from the communist left (it has to be remembered that at that moment they were still part of the government) to the most uncompromising liberals like Corbino and Einaudi, albeit of course with a difference of tones.

In her essay on the position of the main industrial employers association (Confindustria), Pia Toscano arrives at the conclusion that in the name of a staunchly liberal, neo-classical approach, Confindustria considered the Bretton Woods system with some suspicion, preferring to leave to the free interplay of market forces the task of regulating the international economic relations. It seems a hasty conclusion, dictated maybe by the limited range of sources on which the paper is apparently based, that fails to take into consideration the actual, concrete bases of the liberal ideology that industrialists loved to profess in public.⁵

Based on documents available at the Historical Archive of Italy's Central Bank Pasquale Galea's paper highlights the political rationale that was behind the Italian

4. G.M. LONGONI, "Modello americano" e "buon senso antico". *La formazione di una nuova cultura per l'impresa a Milano negli anni Cinquanta*, in: *Nuova rivista storica*, 2(1994), pp.327-368.
5. See for ex. G. PROVASI, *Borghesia industriale e Democrazia Cristiana. Sviluppo economico e mediazione politica dalla Ricostruzione agli anni '70*, De Donato, Bari, 1976; M. LEGNANI, *L' "utopia grande borghese". L' associazionismo padronale tra ricostruzione e repubblica*, in: Aa. Vv., *Gli anni della Costituente. Strategie dei governi e delle classi sociali*, Feltrinelli, Milano, 1983.

decision to take part in the American sponsored new monetary system (a point stressed also by Cafaro). The occasion to re-enter the community of nations on a level of formal parity was quickly grasped by the Italian government, despite the fact that from an economic point of view the IMF membership posed some problems to a country who had recently set up a system of multiple exchange rates (in response to requests from the textile industrialists eager to exploit foreign markets).

Isabella De Renzi presents a useful summary of the available Italian archival sources on the country's accession to the Bretton Woods monetary system.

The third and final section investigates some aspects of the use of the Marshall aid in Italy. Giulio Mellinato and Pier Angelo Toninelli explore the application of the European Recovery Program to the Trieste free territory, the autonomous enclave, administered by an Allied military government, created pending a resolution of the territorial controversy between Italy and Yugoslavia. The case of Trieste is interesting in two respects: firstly, because it was considered a show case of the validity of the American receipt for European recovery and, secondly, because, with its tangled network of conflicting interests (the AMG, the Italian government, the local authorities and economic interests, the ECA bureaucracy, and on the background the Yugoslav government) it exposes at the highest degree the complexity of the bargaining process that characterized the functioning of the ERP. Trieste is also the subject of Anna Maria Vinci's contribution that deals not with the economic recovery but with the cultural recovery of the city, seen through the activities of its University and schools, that represented another area of debate between the Italian and the American points of view, the latter pressing for the reform of a system that they considered outdated and inadequate for a modern democracy.

Paolo Tedeschi analyzes the response of the Lombard industrialists to the ERP with an impressive array of both secondary and primary sources. Basically what emerges is the industrialists' constant preoccupation to curb as much as possible the scope of an intervention of the public authorities in the market mechanisms. For that reason they demanded to be represented in force in the bureaucratic machine set up to administer the aid and they engaged bitter distributional fights with the State controlled enterprises. Sometimes Tedeschi seems wary to reach general conclusions about the motives of the industrialists' actions. Thus, telling us that the representatives of the big companies insisted that the counterpart funds should be used mainly for programs aimed at sustaining the domestic demand, he does not give the reader a clear explanation of the reason why, but we could infer that it was a move dictated by the aforementioned kind of preoccupation, i.e. in order to avoid the institution of an industrial policy guided by the State.

The chapter by Luigi Trezzi offers an important contribution to the understanding of how the ERP actually functioned "on the ground". Trezzi explores the nuts and bolts of the intricate bureaucracy set up in Italy and in the USA to administer the Plan. In doing so he not only presents a useful update of a literature that, as far as the organizational aspects are concerned, was confined to

some dated contribution,⁶ but he also offers some insights in the actual functioning of a mechanism which was the theatre of a dialectic between different national perspectives and public and private interests.

Valerio Varini offers a welcome contribution about the concrete declination of the ERP in the Italian industrial system. Varini analyzes the use of American aid in the case of Sesto S. Giovanni, an industrial town near Milan with a heavy concentration of mechanical and metallurgical firms. Varini points out how the Italian recipients succeeded in adapting the Marshall aid to suit their own exigencies; hence the technologies and materials financed by the USA were used in order to continue production strategies started well before the war, even when these strategies were in fundamental contradiction with the productivity ideas of mass production for a mass market that were at the roots of the Plan.

As it is often the case for edited volumes, the book somewhat lacks in uniformity both in its general structure, where it seems to lack a strong common interpretative hypothesis, and in the potential of historiographical innovation of the essays it contains: while most of them are quite good (especially in the section on the Marshall Plan) not all the contributions succeed in giving a fresh insight and a new perspective on their subject. Despite this reservation, on the whole the volume represents a substantial contribution to a proper understanding of the Italian position in the international economic system and is a valuable addition to the literature on the subject.

Francesco Petrini
Università di Padova

Guia MIGANI, *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, coll. Euroclio, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2008, 295 p. - ISBN 978-90-5201-382-4 – 34.90 €.

Le travail de Guia Migani analyse les transformations politiques et économiques de la présence française en Afrique entre 1957 et 1963, et, en même temps, l'impact du processus de décolonisation sur la politique étrangère de la métropole. Tout au long de l'ouvrage l'auteur met en exergue les influences croisées de trois dimensions, que l'historiographie a jusqu'ici souvent traitées séparément: la dimension des rapports entre la France et les territoires africains de son ancien empire; le contexte européen marqué par la création de la Communauté économique européenne (CEE) et l'éclosion d'une politique d'association, qui, toutes les deux, auront des répercussions fondamentales sur les liens économiques avec l'Afrique; la perspective internationale dominée par l'attention croissante des

6. G. ENDRICI, *L'amministrazione di fronte al piano Marshall*, in: A. ORSI BATTAGLINI (ed.), *Amministrazione pubblica e istituzioni finanziarie. Tra Assemblea costituente e politica della ricostruzione*, Il Mulino, Bologna, 1980, pp.331-391.

superpuissances à l'égard des pays afro-asiatiques, mais aussi par la volonté des pays africains de s'affirmer sur la scène diplomatique grâce à la mise au point de nouvelles formes d'organisations institutionnelles qui les lient entre eux.

En partant de ce triple horizon, le livre analyse les différents stades à travers lesquels la politique française a été amenée à gérer le processus de décolonisation. D'un côté, Migani étudie l'évolution des rapports institutionnels, politiques et économiques entre la France et les pays de l'Afrique sub-saharienne. De l'autre, l'auteur montre comment, en relation avec cette même évolution, la France a dû faire face à une pluralité croissante d'acteurs qui nouaient des relations directes avec ses anciennes colonies: Moscou, Washington, les autres anciennes puissances coloniales comme la Grande Bretagne, mais aussi et surtout l'Europe de la CEE. L'étude de la crise du Congo est un exemple qui illustre l'entrelacement des stratégies et des intérêts pluriels de tous les acteurs impliqués. Le constat vaut en particulier pour Paris et Washington. En effet, tandis que les États-Unis défendent une stratégie exclusivement occidentale avec la création d'une nouvelle organisation internationale, l'International Development Association, chargée d'accorder des prêts à des conditions spéciales, le général Charles de Gaulle est favorable au lancement d'une initiative commune Est-Ouest en matière de développement du tiers-monde.

L'étude s'appuie sur plusieurs archives, en particulier celles du Centre des archives économiques et financières, celles du ministère français des Affaires étrangères et celles, récemment ouvertes, de Jacques Foccart. La période envisagée connaît une évolution très rapide des relations entre la France et les pays africains. L'auteur démarre son étude avec l'entrée en vigueur des réformes prévues par la loi cadre Defferre pour les territoires d'outre-mer (1957) et les négociations pour l'association de ces derniers à la CEE. Elle se poursuit ensuite à travers la transformation de l'Union française en Communauté franco-africaine inscrite dans la constitution de 1958, processus qui débouche sur l'indépendance des anciennes colonies de l'Afrique sub-saharienne avec l'émergence d'une politique de coopération franco-africaine. L'étude s'achève finalement au moment de la signature, en juillet 1963, de la nouvelle Convention d'association entre les Six de l'Europe communautaire et les pays associés. Autant dire que les négociations longues et difficiles sur la définition de la politique d'association font partie intégrante du volume.

La période retenue par l'auteur lui permet à la fois de montrer les continuités et les ruptures dans la politique française au moment du passage entre la IV^e et la V^e République. Elle l'autorise simultanément à illustrer l'évolution de la pensée des dirigeants de la nouvelle République. En effet, maintenir des relations privilégiées avec les anciennes colonies est considéré comme étant essentiel pour la France qui ne tolère pas d'être réduite à sa seule dimension européenne. Cela explique la volonté du général de Gaulle et de ses collaborateurs de négocier avec les États africains des accords bilatéraux de coopération de nature politique, militaire, économique et financière, juridique et culturelle. Migani souligne sous cet angle de vue l'importance foncièrement politique de la zone monétaire française («zone franc»), car l'intérêt voué au continent africain est pour le général une question

d'ordre essentiellement stratégique: sa politique de coopération avec l'Afrique sub-saharienne est tout à fait fonctionnelle et aspire à attribuer à la France un rôle de médiateur entre le tiers-monde et les pays développés. D'ailleurs, au fil des chapitres, on s'aperçoit des limites de la politique de Paris car privilégier l'aide aux pays africains devient après tout incompatible avec une politique de plus grande ouverture sur l'ensemble des pays du tiers-monde. Justement, l'auteur démontre d'une manière convaincante le changement en train de s'opérer. En 1957, Paris faisait encore de l'association des TOM un préalable à son adhésion à la CEE; à peine un lustre plus tard, en 1961-1962, l'objectif n'est plus de garantir aux pays associés des conditions privilégiées d'accès au marché commun des Six, mais de les mettre en mesure d'affronter à terme la concurrence directe des autres pays exportateurs.

Lucia Bonfreschi

Chercheuse associée à l'Università Luiss, Rome

Giuliana LASCHI, Mario TELÒ (a cura di), *Europa potenza civile o entità in declino? Contributi ad una nuova stagione multidisciplinare degli studi europei*, Il Mulino, Bologna, 2007, p. 385 – ISBN 978-88-15-11987-2 – 27,00 €.

This volume collects the proceedings of an international conference organised by the *Punto Europa* of Forlì in collaboration with the *Institut d'Études Européennes* of the Université Libre de Bruxelles. The symposium was held at the Forlì University where some twenty scholars from various disciplines and institutes convened for two days (November 10-11, 2006), to discuss the theme of “Europe as a civil power”.

Early in his introduction, Mario Telò sets out the two keynotes of this work. The first is the multidisciplinary and interdisciplinary character of the research. Following his words, it is the first time in Italy that historians, economists, sociologists, jurists, political scientists and philosophers work together in addressing the subject of the role of the European Union (EU) in the world. According to the editor, this is the very added value of the book. The second keynote is instead the application of the concept of civil power to the EU. In the opinion of Telò, this notion is the best to describe the part played by the EU in the current system of international relations. The EU is to be regarded as a power because it is able to influence and even shape the attitudes taken by the international actors and the international framework per se. At the same time, the EU should be considered as a new type of power because it does not think and act in terms of traditional power politics, but rather in function of a

“distinctive set of principles [...] emphasizing diplomatic rather than coercive instruments, the centrality of mediation in conflict resolution, the importance of long-term economic solutions to political problems”.⁷

7. C. HILL, W. WALLACE, *Introduction: Actors and Actions*, in: C. HILL (ed.), *The Actors in European Foreign Policy*, Routledge, London, 1996, pp.1-16.

As highlighted in the chapter by Anna Caffarena, it is not so much a question of pacific means but as it is a question of new priorities and new approaches to the international relations. Paradoxically, according to the chapter by Sonia Lucarelli, the EU can remain a civil power even in presence of a democratic use of the force, provided that it continues to prefer diplomacy, multilateralism and cooperation in the international relations.

Taking the move from these premises, each scholar takes into account different aspects of the external relations of the EU from their respective points of view and from the point of view of their respective disciplines.

The first section assumes a historical perspective. It actually seems the weakest section of the entire work. All the essays that make up this part seem to overall agree on the definition of the EU as a civil power and make an effort to give argumentation to this thesis. But the problem is that the historical method is, by its nature, incompatible with the aim of validating a pre-packaged theory. As a result, all these chapters run the risks of adopting a too deterministic approach and even of falling into contradictions. In her stimulating chapter, Giuliana Laschi posits the existence of a transition from uncivil Europe to civil Europe and postulates a substantial distinction existing between colonialism and neo-colonialism practised by the European countries and the policy of cooperation to development pursued by the European Community (EC). Nevertheless, she is unable to find a very turning point and to clearly detect the difference between the two lines of action. In the end, she is even obliged to admit that, apart from good intentions, at least up to 1964 the EC attitude towards Africa is barely distinguishable from the traditional strategies followed by the European imperialistic powers. More peremptorily, in his chapter on the origins of the EC foreign policy, Filippo Pigliacelli depicts the EU as a civil power already starting from 1969-1975. This statement is primarily based on the 1973 Copenhagen Report where the heads of state and government declared that “a united Europe will be able to play a role consonant with its history and its abilities in the service of economic and social progress in the Community, of the growth and industrialization of developing countries and of peace between all nations”.⁸ Nonetheless, Pigliacelli himself notes the discrepancy between declarations and policies and in the end he is in difficulty to bring concrete evidences for the interpretation of the EC as a special type of power.

The second section, which is devoted to the economic aspects, moves the focus from the notion of Europe as a civil power to the notion of Europe’s economic might in order to put into relation each other. Here, the question is whether the role of the EU in the world is somehow linked to the strength of its economy and, in turn, which are the ways to keep and if possible reinforce that economic strength.

All the scholars writing in this section agree that the EU will be able to play a role of civil power on the world scene only on the condition to meet the challenge of globalisation. At the same time, all of them agree that the Lisbon Strategy is not

8. *Final Communiqué issued by the Conference Chairman Anker Jorgensen, Copenhagen, 15 December 1973*, in: *Bulletin of the European Communities*, 12(1973), pp.9-11.

only the best but also the sole possible means by which that challenge may be successfully faced. The issue over which they split is rather the relationship between the Lisbon Strategy and the European socio-economic model. In his chapter, Paolo Zurla writes in support of the Lisbon Strategy since it promises to modernise the European welfare states without undermining the essence of the European social protection systems. Similarly, Antonio Majocchi, in his brilliant chapter, depicts the Lisbon Strategy as the most valuable way to reconcile the need for economic growth with the concern for social cohesion. According to both of them, the European socio-economic model, characterised by high standards of social protection and a major role of the trade unions, is more socially desirable than the American system and is fully compatible with the global concurrence. Consequently, as also remarked by Sabine Urban, the EU should commit itself to adapting but substantially preserving this model.

These are ideas diametrically opposed to those of Francesca Fauri and, especially, to those of Riccardo Rovelli. In their chapters, Rovelli and Fauri passionately defend the Lisbon Strategy just because it seems to them the negation of the European socio-economic model as it is. Their scheme of reasoning is simple and well-known. Globalisation is imposing pressure upon the European economies and societies. If the European countries want to gain a significant role in the international affairs and to remain economically competitive in this new context they don't have other choice than investing in research and training, liberalising and deregulating as much as possible their markets of goods, capitals, services and work, cutting their expensive welfare benefits and labour costs, and getting rid of the trade unions and of the leftist parties that oppose these policy reforms. According to them, the EU through the Lisbon Strategy should have the main task of prompting the restive European countries and peoples to take these bitter but necessary medicines.

The third section, which puts at the centre the political dimension, moves from here to develop an interesting reflection on the relations between the possible evolution of the EU in a fully fledged civil power and the amount of popularity towards the EU policies and institutions. In other words, after proposals for a EU Constitutional Treaty were voted down by the French and Dutch in 2005, it was realised that without internal consensus it was unimaginable to pursue the intended socio-economic purposes as well as to gain or to maintain credibility and authority in the international arena. It is not surprising, therefore, that a volume that concentrates on external relations dedicates an entire section to reasons and consequences of the fall of consensus in the EU and, in turn, to the best strategies to restore public confidence in the European integration process. As a result of a certain Europeism, most of the essays composing this section do not put into discussion the EU choices as such. In their respective chapters, Anna Loretoni and Corrado Malandrino put the failure of the referenda in France and the Netherlands down to the fears for the globalisation threats while Furio Cerutti blames the demagogy of the rightist and especially of the leftist parties for what is happened. According to them, the vote against the EU Constitution represents a shattering

blow to the EU common foreign and security policy and to the European integration process as a whole.

Against this argument, Biagio De Giovanni proposes an original interpretation of the referenda results. In his view, the reason for the negative popular response stands in the fact that, for the first time, the European integration process is entering into conflict with the nature and the development of the welfare states. In this meaning, the rejection of the EU Constitution does not represent a calamity for the prospects of the EU but, on the contrary, a sign of its democratic vitality, even the act of foundation of an incipient European democracy. According to De Giovanni, this event marks the welcome and salutary passage from Europeism as uncritical support to everything that comes from Brussels to a mature Europeism that recognises in the EU simply a common space where individuals and classes can engage and regulate their democratic conflicts. In his opinion, this Europe of conflict is not an obstacle to but rather the very core of Europe as a civil power.

Finally, the fourth section illustrates the role of civil power played by the EU through a pertinent parallel with the neutral Sweden drawn by Paolo Borioni and through a number of concrete case studies. They range from the EU enlargement to the Central and Eastern Europe, analysed respectively by Jean Blondel and Liborio Mattina, to the EU relations with China, reconstructed by Mara Caira. In the intentions of their authors, all these essays serve to demonstrate how the EU has managed to influence policy processes in third countries without exerting coercion. In reality, while this is surely true for small and medium-sized neighbouring countries such as the Central and Eastern European states, which need political and economic assistance from the EU, it is less certain for big countries such as China, which do not rely on the EU to organise their economy and their politics. In this sense, the chapter by Caira seems too optimistic when she argues that the UE is being able to accompany China towards democracy and welfare state through its soft power resources.

To conclude, this book is defective in many respects. In particular, most of the essays suffer from an excessively militant approach with detriment to objectivity and rigour. As highlighted in the chapter by Andrea Manzella, even the definition of Europe as a civil power seems to be more a debatable political and ideological objective or an auto-representation of the EU than a descriptive category of analysis. Nonetheless, this volume provides an effective contribution to the European studies due to three main reasons. First, it has the rare merit of putting together scholars who are active in very different fields, though the discussions still remain confined within the limits of the respective disciplines. Second, despite the overwhelming presence of Italian scholars, it has the characteristic to benefit from important international collaborations and the ambition to influence debate on an international level. Finally, it makes a praiseworthy, even if only partially successful, effort to redefine and renew concepts and definitions that can be very useful for the ongoing research on the European integration process.

Simone Paoli
University of Padua – Department of International Studies

Jan van der HARST (ed.), *Beyond the Customs Union: The European Community's Quest for Deepening, Widening and Completion, 1969-1975*, (European Union Liaison Committee of Historians, vol.11), Bruylant, Brussels, 2007, 408 p. – ISBN 978-2-8027-2520-6 (pb) – 45,00 €.

With its amazing institutional continuity and admirable collective determination the European Union Liaison Committee of Historians continues as reliably as ever to plough through the vast fields of European integration history. It has now produced volume 11 of its book series, which is competently edited by its Dutch member, Jan van der Harst from the University of Groningen. This book deals with the period from 1969 through to 1975, “roughly covering the years from the Hague summit conference to the creation of the European Council”, as the editor explains in the introduction (p.1). Despite the basically chronological approach, the book is sub-divided into five thematic sections with chapters in turn addressing the European Community’s developing foreign policy cooperation, the EC’s enlargement, the deepening of integration and new policy areas, the EC’s identity and relations with the US and its institutional development. Although it is not clear why a chapter on Spanish-EC relations belongs into a section on enlargement for this particular period, or what European public spheres have to do with the EC’s institutional development, this is at least an attempt to introduce a limited thematic coherence into this conference volume.

In the section on foreign policy cooperation, Angela Romano, based on the Community and British, American and French archives, dissects the EC’s role in the Helsinki process which has traditionally be seen as a great early success of the EPC. In particular, she shows very well (p.92) how the Commission, which initially played a role only in trade policy issues of the negotiations, increasingly contributed to other sub-committees as well, which reflected the interrelatedness of many of those policy issues, which came under EC competence, and others under the newly set-up EPC. Romano also demonstrates how the EC eventually induced the Soviet leadership to allow the Community in the person of Aldo Moro, the Italian Council President, to sign the treaty, which marked a major step in the external recognition of the EC by the Warsaw Pact states. While Romano also discusses to some extent the structural preconditions for the EC’s relative success in the Helsinki negotiations as compared to other issues, esp. the relative lack of US interest in it (p.104), the chapter also contains some plainly useless “realist” generalisations such as the idea that “France” had “national traditions” and West Germany “national interests” (p.101), which allegedly marked national negotiating positions, whatever this may mean.

In the section on enlargement, Lucia Coppolaro discusses US attitudes to European integration during the Nixon period. She demonstrates admirably how US attitudes to the EC began to change largely as a result of the deteriorating domestic economic situation which strengthened the protectionist agenda, esp. in Congress. Enlargement combined with the free trade treaties between the EC and the remaining EFTA states increased the sense in business and political circles

in the US that the EC was becoming more discriminatory, while détente appeared to minimize the political benefits of European integration by way of increasing the cohesion of NATO. Coppolaro's chapter demonstrates admirably the potential of an unorthodox "Milwardian" approach in tracing domestic influences on external policies, in this case of the US, and for understanding the crucial inter-linkage of economic and trade issues and political and security dimensions of integration.

In the same vein, but unrelenting in its heavy (over-) emphasis on the economic dimensions, Fernando Guirao studies EC policy towards Franco's Spain, albeit in large part based on Spanish archival sources. He claims that due to economic interests in trade with Spain, the Commission and the member-states in the Council did "nil" to defend human rights in Spain in the early 1970s whereas "most publications" allegedly assume that the EC "actively encouraged progress towards democratisation in Spain" (p.163). The problem with this seemingly bold thesis is three-fold, however. Firstly, the EC did not have a clear external human rights agenda at the time of the Cold War. Secondly, Guirao does not cite one single publication making such claims. This is not surprising because the political science literature on democratisation as well as the incipient historical literature mainly claims EC influence for the transition after Franco's death, not in the first half of the 1970s. Thirdly, such influence might have come (as authors like Pilar Ortuño Anaya have shown) from the European Parliament and networked societal actors like European and national political parties and trade unions, not state institutions. The fundamental problem is, however, that the "Milwardian" approach allows no room whatsoever for these kinds of actors and the possibility that a politician like Willy Brandt might not have done much to undermine Franco's regime in his government role in the Council of ministers, but perhaps as German social democratic party leader and prominent politician in the Socialist International. More annoying, and also in Milward's tradition of writing books, this chapter is in part badly documented, so that incredibly, German policy towards Spain in April 1975 is interpreted by referring to a diplomatic report from the Spanish (!) ambassador in Ankara (!) to the Foreign ministry in Madrid, as if no literature or sources on German foreign and European policy existed.

In the third section on the deepening of integration Guido Thiemeyer discusses the evolution of the CAP which he explains (in opposition to Andrew Moravcsik's extreme interpretation) with a combination of economic interests and "geopolitical and ideological motives" (p.198). What Thiemeyer does not address in his competently written chapter, however, is the societal dimension of the CAP and the role of interest group influence in the formation of government policy on the CAP and the CAP financing. It would be interesting, for example, to know whether the fact that practically no farmers voted for the German social democrats, but 90 per cent for the Christian democrats, made a difference when the SPD came to power in a coalition with the Liberals in 1969, and if it did, how. Research on the CAP in particular appears to require a "multi-level" approach which includes the role of the

Commission and the European Parliament alongside the member-states, but also interest group politics at the national and increasingly, transnational levels.

Also in the section on deepening, Antonio Varsori and Lorenzo Mechi discuss the origins of the EC's social and regional policies. They explain the pro-active Commission role in fostering this agenda with its institutional interest in maximising its influence, in line with rational choice institutionalist approaches (p.232). Thus, the Commission developed a "social action programme" in 1972-3, which the Council approved in early 1974, for example, in an interesting parallel with environmental policy, where the Commission also appears to have played an important role in the Europeanization of a policy area which was not initially included in the EEC Treaty at all, a topic that Jan-Henrik Meyer is currently researching. While Varsori and Mechi appear to emphasize the interest of societal actors like the newly formed European Trade Union Congress in fostering a European approach to social policy in particular, current research by Thomas Fetzer, for example, shows great grassroots opposition to this among trade unionists at the company level within the member-states. These tensions between possibly more European-minded elites and more nationalist orientations at national and local level would appear to be a very promising field of further research, not only with respect to the trade unions.

In section four, on the EC's identity and relations with the US, esp. during Kissinger's "Year of Europe", Claudia Hiepel competently takes a multilateral approach to reconstructing the origins of the Secretary of State's vague proposal and European reactions to it. Kissinger's ill-founded initiative seems to be an excellent example for the role of the US as, in this case, unintentional "external federator", as it actually provoked the EC into drafting its December 1973 declaration on European identity, as discussed by Ine Megens in her chapter, which was largely drafted by EPC diplomats. It had no long-lasting effects, but it did mark the beginning of conscious explicit efforts at declaring and perhaps, constructing such a European identity to create greater active allegiance by citizens towards the European "project".

Finally, in the section on the EC's institutional development, Jan-Henrik Meyer, based on a competent analysis of newspaper reporting in France, Germany and Britain, discusses the emergence of temporary European public spheres in the context of the EC summits. His research on this topic is now available in his recently completed PhD thesis submitted at the Free University of Berlin. Morten Rasmussen in turn utilizes neo-functional and institutionalist approaches to understanding member-state control over Community policies. He argues forcefully that to appreciate the independent institutional dynamics of integration, it is necessary to study the emergence of the legal "acquis communautaire" and how it has created important "path dependencies" in EU history, as historical institutionalists would call this (p. 361). While Rasmussen appears to slightly misunderstand Fritz Scharpf's idea of a "joint decision trap", which is about institutional blockages between different levels in federal systems, his willingness to engage competently with social science theories and concepts is highly laudable.

He uses the Danish restrictions on the right to establishment in agriculture as a case study, which were permitted in the accession negotiations, but overruled by a judgement of the European Court of Justice in 1974. An even better example for this kind of strict interpretation of the “acquis” from a later period would be the ECJ’s decision in the early 1990s that a separate European Economic Area Court would be illegal under Community law – a decision in fact which the EC and EFTA country negotiators fully anticipated. They cheekily included the EEA Court in the treaty for purely domestic political reasons to increase the legitimacy of the national negotiating position and of the EEA in countries like Switzerland, for example.

Thus, several of the chapters in this volume offer interesting insights into new developments in EC politics in the first half of the 1970s, in many cases based on newly accessible sources, although they are not always as multilateral and as multi-archival as would be desirable. The book as a whole, like most of its predecessors with the partial exceptions of the more thematic volumes recently edited by Antonio Varsori and Gérard Bossuat, has no coherence whatsoever, however. This is underlined by the almost total absence of any attempt by the editor to develop an overarching interpretation of any kind in his short introduction. In this case, however, why does the Liaison Group not publish the best manuscripts as articles in the *Journal of European Integration History*, where such coherence across the articles is not required to the same extent as in the case of books? This in turn would allow the Liaison Group conferences and book publications to become fully thematic and discuss important developments in EU history in a diachronic perspective, over a much longer period of time. Such an approach would at least potentially result in very much more coherent and challenging books, with collective agendas. Such coherence also appears to be an indispensable precondition for having a much greater impact on the scholarly community of historians of modern Europe and interested social scientists. Although no study appears to exist, it would seem that the Liaison Group books and individual chapters hardly ever get cited even by historians of the EU, who prefer to refer to research monographs, other more coherent edited books, journal articles and even PhD theses, let alone by other historians who totally ignore them. Unfortunately, they have good reasons for doing so, not because the book chapters are disastrously bad (although some invariably are), but because the books in their entirety do not make any coherent statement of any kind. They merely continue to plough through the vast fields with a monotonous intellectual silence, but reliably following the opening of the government archives.

Wolfram Kaiser
University of Portsmouth

Maximilian MÜLLER-HÄRLIN, *Nation und Europa in Parlamentsdebatten zur Europäischen Integration. Identifikationsmuster in Deutschland, Frankreich und Großbritannien nach 1950*, Nomos, Baden-Baden, 2008, 626 p. – ISBN 978-3-8329-3291-6 – 98.00 €. pb.

The recent difficulties in finding popular and political support for the planned reforms of the European Union (EU) have given new momentum to the empirical study of how citizens and elites relate to the EU and European integration. Müller-Härlin's study looks at the forum of national parliaments in this context. It offers a systematic comparison of British, French, and German parliamentary debates around important milestones in European integration history, namely the Schuman and Pleven Plans as well as the Maastricht Treaty. The guiding question is how 'first, the own country, second, other countries and, third, West European integration and Europe are talked about' (p. 21).

This book will be a valuable reference and quarry for anyone interested in parliamentary debates and rhetoric, as well as in discursive representations of matters European. It gives an exhaustive picture of the 400 analysed speeches in 15 debates. What is more, it presents a wealth of sometimes surprising and always well supported findings and insightful interpretations.

The book is organised in two large blocks on the debates of the 1950s and the 1990s. Each block unites three country chapters. These look at representations of the own country and, in some cases, of the respective neighbour across the Rhine, as well as of 'Europe'. The chapters follow the structure of the spread sheets applied in processing the individual speeches and organised around a comprehensive list of themes (which Müller-Härlin calls 'semantic fields'). For example, the sections on representations of 'Europe' are subdivided according to semantic fields such as 'Critiques of the Community', 'What does the Community deliver?', 'Which Community?', and 'Which Europe?'. In his comprehensive account of how these questions are answered, Müller-Härlin pays attention also to what is not said, either because it is 'self-evident to all' or because it constitutes a taboo (pp.37-38).

Among the book's key conclusions is that the 'cooperation consensus' of all three parliaments during the 1950s on the necessity for the three states to cooperate with each other had turned, by the 1990s, into a 'disintegration taboo', by which no speaker advocated their country's leaving the Community. Further, a 'nationalism taboo' of the earlier period forbade to represent the own country as fundamentally superior and the others as inferior. By the 1990s this had changed into an 'antagonism taboo' according to which the other countries were no longer opponents but competitors. Moreover, unlike in the 1950s, no speaker in the 1990s relativised national sovereignty. Müller-Härlin reads this as a sign that the nation-state had re-gained a new 'self-evidence'.

The themes addressed by Müller-Härlin speak to a wide range of issues at stake in the scholarly debates on EU legitimacy, democracy, and identity. His close readings of what EU legitimacy meant to the respective speakers, in particular what

role they attributed to supranational democracy or a collective European identity in legitimating the EU's existence and regime, constitute an interesting empirical-historical complement to the conceptual-theoretical literature on EU legitimacy.

The authors situates his interpretations, through brief introductions, in the debates' general historical background. He reflects throughout on events and developments of European history at large as seen through the prism of the analysed debates. Additionally, the book would perhaps benefit from a greater contextualisation of these debates in their discursive contexts, in particular the wider public and political debates in which they were embedded, and which shaped what could meaningfully be said in parliament. Notwithstanding, the main ambition, and central strength, of this book is the presentation of the author's exceptionally thorough, sensitive, and detailed source work. This imposes natural limits on what can be said about the corpus's context.

The book's succinct synopses and summaries offer helpful guidance in prioritising between its rich findings and interpretations. A more selective and linear line of argument could have helped the reader even better to relate the book's individual findings to each other, and may have valorised the arguments made more efficiently. Müller-Härlin's analyses raise and address a series of important questions that will continue to engage scholars of European integration, including where the identified commonalities, differences, continuities, and changes came from, and what they imply with regard to the study of integration as well as the future of integration itself.

Claudia Schrag

University of Cambridge, Politics Department and Emmanuel College

Europa ist kein Kinderspiel!



Die Genscher-Colombo-Initiative

Baustein für die Europäische Union

Von Dr. Ulrich Rosengarten

2008, 219 S., brosch., 39,- €,

ISBN 978-3-8329-3364-7

Am Beispiel der mühsamen Durchsetzung der Europainitiative Genschers und Colombos wird deutlich, wie schwierig es ist, die europäische Einigung gegen nationale Vorbehalte auch nur schrittweise voranzubringen. Diese Erfahrung ist auch für zukünftige europäische Einigungsbemühungen wertvoll. Sie reflektiert schwer zu überwindendes Beharren selbst befreundeter EG/EU-Mitgliedstaaten auf nationalen Traditionen und Interessen.

In der EG-Krise der 1980er Jahre gaben der deutsche und italienische Außenminister 1981 mit ihrem Vorschlag einer „Europäischen Akte“ dem stagnierenden Einigungsprozess einen neuen politischen Impuls. Dieser beinhaltete einen sichtbaren politischen Schritt in Richtung Europäische Union in Form einer herausgehobenen Erklärung (u.a. institutionelle Verklammerung EG/EPZ) mit politischer Bindungswirkung. Ungeachtet des Widerstands einer Reihe von EG-Partnern führten die mühsamen Verhandlungsbemühungen der deutsch-italienischen Initiatoren die – allerdings abgeschwächte – Initiative schließlich zum Erfolg. Von der Stuttgarter Deklaration von 1983 gingen sehr konkrete Impulse für eine Vertiefung und Ausweitung des europäischen Einigungsprozesses aus.

Bitte bestellen Sie im Buchhandel oder
versandkostenfrei unter ► www.nomos-shop.de



Nomos